

Editorial: A Common-Sense Approach to Education

It has been said that the formal study of educational administration represents the professionalization of common sense. It has also been said that common sense is an exceedingly uncommon quality. Uncommon or not, there can be little doubt that the future well-being of Canadian education will demand a great deal of common sense on the part of educational decision-makers.

While cries of impending doom in response to educational trends are not unusual, indications are that Canadian education will go through a period of dramatic readjustment during the decades ahead. The cause of this readjustment is a combination of declining enrolments and an aging population. A recent study by Statistics Canada (Clark, Devereaux, & Zsigmond, 1979), which predicts a general decline in the future school-age population, estimates that, while in 1976 young people under 25 accounted for 45% of the total Canadian population, by 2001 they will make up only 34%, and by 2031, 28%. Contrasting with this, the over-65 age group will increase from about 9% in 1976 to 12% in 2001, and 20% in 2031 (pp. 85-87).

The implications of these trends for education can be frightening. An obvious one is that there will be a need for fewer schools and fewer teachers. A less obvious one is that there will develop in the public mind a resistance to education and educational spending as the aging population, not having children in schools, places growing pressure on governments (ever conscious of the need for political survival) to provide increasing funds for such competing services as health care, pensions, and senior citizen housing. The result can be an inevitable decline in the quality of education provided by public schools.

The degree to which this dire prediction will be proven false by the future will depend largely on those responsible for the administration of education and the formulation of educational policy. Planning ways by which public education can be shown to be accountable to the society which supports it, while at the same time providing a worthy education for those children whose futures it holds in trust, is going to place heavy demands upon the intelligence and finesse of educational decision-makers.

The binding characteristic of the articles in this issue is that each is concerned with some aspect of educational decision-making. Crespo,

assessing the usefulness of applied research in educational policy development and evaluation, addresses the essential question of what kind of educational research really makes a difference to what happens in schools. Mussio and Greer describe the British Columbia Assessment Program and argue strongly for the direct involvement of provincial ministries of education in monitoring children's educational progress as a response to the demand for public accountability for education. However, if we think direct government intervention in education is something new, Jones and Dunn describe public reaction during the 1930s to the Kidd Report in British Columbia — a reaction which is fascinating both for its similarity and contrast to current public concerns about education. Focusing on the conceptual world of educational decision-makers, Ott argues that these people are confined by time orientations which are inappropriate for effective decision-making. And Ryan and Nay, in reporting a method for identifying the roles of school personnel and for assessing their level of implementation in a specific curriculum project, demonstrate the optimum utility of various school personnel in educational planning.

The diversity of subjects and approaches in these articles demonstrates the complexity of the tasks confronting administrators and policy planners today. The demands of the future are unlikely to mitigate this complexity or to make the tasks simpler. Both now and in the future, an uncommon degree of common sense will have to be exercised if the next decades of Canadian education are to sustain and build on the progress of the past.

W.J.H.

REFERENCE

- Clark, W., Devereaux, M. S., & Zsigmond, Z. *The class of 2001*. Ottawa: Ministry of Industry, Trade and Commerce, 1979.

Editorial: Une attitude raisonnable envers l'Éducation

On a dit que l'étude formelle de l'administration pédagogique représentait le bon sens élevé au niveau professionnel. On a dit de même que le bon sens est une qualité extrêmement rare. Peu commune ou pas, il ne fait pas de doute que l'avenir de l'éducation canadienne exigera beaucoup de bon sens de la part des technocrates de l'éducation.

Alors que, par réaction contre les tendances pédagogiques, les rumeurs d'un sort tragique imminent ne sont pas inhabituelles, on peut s'attendre que l'enseignement canadien passera par une période de réadaptation spectaculaire au cours des prochaines décennies, la cause de cette réadaptation provient à la fois d'une diminution dans le nombre des inscriptions ainsi que d'une population qui va en vieillissant. Une étude récente faite par Statistique Canada (Clark, Devereaux, & Zsigmond, 1979) et qui prédit un déclin général de l'âge de la population scolaire de l'avenir, estime que, tandis qu'en 1976 les jeunes gens de moins de 25 ans constituaient les 45% de toute la population canadienne, d'ici l'an 2001 ils ne représenteront plus que les 34% et les 28% en l'an 2031. Par contraste, le groupe des plus de 65 ans s'accroîtra d'environ 9% en 1976 à 12% en l'an 2001 et de 20% en 2031 (pp. 87-89).

Ces tendances peuvent être effrayantes dans ce qu'elles impliquent pour notre enseignement. Il est évident que nous aurons besoin de moins d'écoles et de moins de maîtres. Ce qui l'est moins c'est que, dans l'esprit du public cela provoquera une résistance à l'enseignement et aux dépenses à faire pour l'instruction car, les gens âgés, n'ayant pas d'enfants dans les écoles, font de plus en plus pression sur les gouvernements (qui sont toujours conscients de la nécessité de survivre en politique) afin que ceux-ci assurent des sommes de plus en plus importantes pour des services sociaux qui se font concurrence: santé, retraites et logements pour les personnes âgées. Il peut en résulter un déclin inévitable de la qualité de l'enseignement pourvu pas les écoles publiques.

Le degré auquel cette sinistre prédiction se révélera fausse dans l'avenir va dépendre en grande partie des administrateurs responsables de l'enseignement et de l'élaboration des directives scolaires. Il faudra trouver des moyens de démontrer à la société, qui en assure le financement, que l'instruction publique lui est profitable, tout en procurant une solide instruction aux enfants dont l'avenir lui est confié; et c'est ainsi que

l'intelligence et la finesse des technocrates de l'éducation seront mises à rude épreuve.

La caractéristique qui relie les articles de ce numéro c'est que chacun traite de quelque aspect de la technocratie de l'éducation. Crespo, pour étudier l'utilité de la recherche appliquée à l'élaboration et à l'évaluation des systèmes scolaires, aborde la question essentielle: quel est le genre de recherche scolaire qui affecte réellement ce qui se passe dans les écoles? En décrivant le programme d'évaluation de la Colombie Britannique, Mussio et Greer insistent avec force sur la nécessité de la participation directe des ministères provinciaux de l'éducation, lorsqu'il s'agit de contrôler régulièrement les progrès scolaires des enfants, et ceci pour satisfaire le public qui exige une part de responsabilité en matière d'enseignement. Toutefois, si nous nous imaginons que l'idée de responsabilité vis à vis du public est quelque chose de nouveau, Jones et Dunn décrivent la réaction du public à l'égard du Rapport Kidd au cours des années 30 en Colombie Britannique; réaction fascinante à la fois par sa similarité et son contraste avec l'inquiétude du public de nos jours au sujet de l'enseignement. Se concentrant sur le monde conceptuel des technocrates de l'éducation, Ott soutient que ceux-ci sont limités par des orientations temporelles ne leur permettant pas de prendre des décisions efficaces. Faisant un rapport sur une méthode permettant d'identifier les rôles du personnel du système scolaire et d'évaluer leur degré de mise en application dans un certain projet de programme d'études, Ryan et Nay démontrent la suprême utilité d'avoir un personnel varié lorsqu'il s'agit d'élaborer un plan d'enseignement.

Dans ces articles, la diversité des sujets et des manières de les aborder démontrent la complexité de la tâche à laquelle doivent faire face, aujourd'hui, les administrateurs ainsi que ceux qui décident de la ligne de conduite. Il y a peu de chances pour que les exigences de l'avenir atténuent cette complexité ou ne rendent la tâche plus facile. Maintenant comme dans l'avenir, il nous faudra exercer un degré de bon sens peu commun si les prochaines décennies de l'enseignement canadien doivent continuer à se maintenir et à bâtir sur les progrès du passé.

W.J.H.

REFERENCE

Clark, W., Devereaux, M. S., & Zsigmond, Z. *Les classes en 2001*. Ottawa: Le ministre de l'industrie et du commerce, 1979.